

Accueil > Européens > Regards croisés > Regards croisés n° > Mise en perspective > **Belgique**

BELGIQUE

C'est toujours la faute de l'Autre en Belgique

Depuis 1830, la devise belge est et demeure « *l'Union fait la force* » et depuis la réforme constitutionnelle du 5 mai 1993, l'État belge est fédéral. La Belgique du XXe siècle est l'histoire d'une répétition de crises entre ce qu'il est désormais convenu d'appeler deux « communautés » (flamande et francophone) qui n'en finissent pas de se déchirer et de s'éloigner l'une de l'autre. Ce faisant, chacune projette sur l'autre la responsabilité de cette division. Au cœur de ce malentendu, la question de la langue.



La statue La Brabançonne, place Surllet de Chokier, Bruxelles.

Photographe : Ben2

L'hymne national (*La Brabançonne*) évoque « *l'invincible unité* » du pays. Pourtant, les événements de l'année écoulée, s'ajoutant au canular du 13 décembre 2006 (faux journal télévisé annonçant la fin de la Belgique), montrent que de crise en crise, la Belgique ressasse un passé douloureux, fait de ressentiments forts. Tout au long de son histoire, la question linguistique est toujours sous-jacente. Elle est l'arme utilisée pour défendre la culture d'une telle ou telle communauté. Elle sert à mesurer l'équilibre des forces en présence. Pour les Flamands, il s'agit de prendre une revanche sur le passé ; pour les francophones, il faut lutter contre une certaine perte de vitesse. Ce qui frappe dans la crise belge actuelle, c'est, d'une part, le fossé entre hommes politiques passionnés et citoyens relativement indifférents ou philosophes (c'est selon) et, de l'autre, la méfiance réciproque des deux communautés, promptes à rejeter sur l'autre le poids des fautes d'un passé qu'elles ne s'accordent d'ailleurs pas à définir.

Dès lors, où chercher la solution au problème de fond ? Elle n'est pas dans les urnes, à moins d'en revenir à des partis bilingues et transversaux. Elle n'est pas davantage dans la création d'une « Belgique française », comme le proposent certains. Il ne faut pas non plus céder à la tentation de chercher un coupable. Il faut, au contraire, aller résolument de l'avant et bâtir une Belgique où vivre en commun retrouve un sens. Cela doit sans doute passer

par un effort de mise à plat du passé. Dans son discours de Noël, le roi des Belges Albert II, insuffle l'idée d'une *réconciliation*. Ne peut-elle pas, en effet, constituer une *nouvelle voie belge* ? D'autres exemples européens ont montré la pertinence d'une telle démarche. Ce fut ainsi le cas de la déclaration de réconciliation tchéquo-allemande en 1997. Cependant, s'il y a réconciliation, c'est qu'il y a faute. Sur quelles fautes peut-on s'accorder ? Revenir sur ce passé, source de contentieux, exige donc un véritable travail de fond. Peut-être est-il nécessaire de mettre sur place une commission de « réconciliation nationale ». Est-ce réaliste et réalisable dans un monde politique intéressé par les résultats à court terme et par la force qu'il peut tirer des faiblesses - y compris numériques - de son adversaire ?

Outre ce travail de réconciliation, mettre fin au processus de dislocation de l'État belge nécessite également une décision forte en matière linguistique. Le bilinguisme pourrait être la richesse de la Belgique à travers, par exemple, un grand plan d'apprentissage des deux langues. Bien sûr, cette idée est à rebours de la tendance actuelle. Néanmoins, seule la volonté de dépasser les clivages principaux permettra au pays de ne pas glisser vers la séparation.

Enfin, la modération ne privilégie-t-elle pas de mettre l'accent sur ce qui unit, en dépassant ce passé envahissant, ce sentiment diffus d'injustice et d'exaspération, et cette méfiance omniprésente ? En effet, agiter la mémoire victimaire risque, dans le contexte européen, d'aboutir à une cacophonie générale et de conduire à des tensions toujours plus grandes.

Geoffrey Grandjean et Nicolas Pradali

POUR ALLER PLUS LOIN

« Comment sortir de la crise », Christian Laporte, *La libre Belgique*, 26 décembre 2007.

« À l'approche du débat sur la réforme de l'État, le spectre de la crise belge resurgit », Jean-Pierre Stroobants, *Le Monde*, 7 janvier 2008. (Réservé aux abonnés).

« La Belgique en danger », Paul-Henri Spaak, *Le Monde*, 10-11 mars 1968, in *La Fracture Belge, Le Monde 2*, 22 décembre 2007.

« Construire une mémoire commune ? », Tzvetan Todorov, in *Visions d'Europe*, sous la direction de Bronisław Geremek et de Robert Picht, Odile Jacob, 2007, pages 335-344.

La Belgique, le roman d'un pays, Patrick Roegiers, collection « Découvertes », Gallimard, 2005.

.....
Regards croisés n° 9,

Mémoire, histoire et politique : un ménage à trois qui fait parler de lui

.....
Edité le : 13-03-08

Dernière mise à jour le : 18-03-08